

En 2020, les Etats-Unis seront-ils encore une république?

BRUNO COLMANT

*Master of Science (Purdue University, Etats-Unis), membre de l'Académie Royale de Belgique **

Imaginer que le régime politique des Etats-Unis, finement ciselé par des protestants et cristallisé dans une constitution qui a subi seulement une trentaine d'amendements depuis l'indépendance du pays, puisse sournoisement se transformer apparaîtra une démarche hasardeuse, voire outrancière.

En effet, comment subodorer que ce pays, qui a fondé sa politique extérieure sur le multilatéralisme du président Woodrow Wilson, et la diffusion de son modèle économique sur la défense des libertés individuelles, puisse être affecté par les péripéties récentes de l'administration Trump?

Et pourtant, – est-ce l'influence de mes racines familiales américaines? –, j'ai l'intuition qu'il se passe quelque chose, peut-être d'extrêmement préoccupant, aux Etats-Unis. Et ceci se passerait sous nos yeux, mais sans que nous n'y prêtions l'attention suffisante, car nous sommes distraits par les gazouillis du compte twitter du président Trump.

Exaspération sociale

Depuis l'élection présidentielle, une exaspération sociale et une désespérance sociétale, qu'elle a d'ailleurs contribué à révéler, se déchaîne. La réalité américaine apparaît aussi dans sa crue réalité, comme si on arrachait l'écorce de l'image que ce pays veut donner au travers de la diffusion de son modèle cinématographique.

Là-bas, la vie est dure, extrêmement rude. Il n'y a pas de filet social et les chocs économiques, comme la crise de 2008, abattent des populations socialement en dérive. Les tensions raciales ont toujours été exacerbées (souvenons-nous des émeutes de 1992 de l'affaire Rodney King) et trouvent leur contrainte dans une réalité policière moins sympathique que celle de Starsky et Hutch.

Les addictions (opioïdes, alcool, etc.) font des ravages à telle enseigne que l'espérance de vie des Blancs, pourtant traditionnellement (et scandaleusement) plus élevée, stagne ou baisse. Les grandes villes sont, dans le Midwest, devenues de dangereux chancres. Pour faire court, si on enlève deux bandes de 50 kilomètres de côtes Est et Ouest, on a un pays qui, malgré une santé économique globale florissante, voit ses inégalités sociales s'aggraver et entretenir l'idée que la globalisation a escamoté l'emploi et la flamboyance industrielle d'après-guerre.

Il faut avoir vécu ou étudié dans ce

pays pour le savoir: les Etats-Unis restent une contrée de pionniers qui alimente une vision prédatrice du progrès et de l'enrichissement. Ceux qui ont forgé cette nation furent les exilés de mondes qui ne voulaient plus d'eux. Ils ont dû se frayer un chemin dans des contrées hostiles au prix d'une conquête qui ne s'est jamais apaisée puisqu'ils imposent leur monnaie et leur armée comme la garantie de leur suprématie. Leur économie reflète cette réalité.

Pour certains, c'est peut-être un détail, mais, aux Etats-Unis, le port d'armes est un principe constitutionnel. Il en résulte un niveau de violence larvée que seule une répression pénale inconnue chez nous tempère. L'espace de liberté individuelle est plus large, mais la transgression du droit conduit à des sanctions qui sont des multiples de ce qui nous est familier. La détention d'armes est généralisée, mais de nombreux États (30 sur 50) autorisent encore la peine de mort.

Avant l'élection présidentielle, le président Trump avait clamé qu'il ne faudrait même pas tenir les élections et, aujourd'hui qu'il est élu, près de 40% des Américains s'interrogeraient sur la nécessité d'en tenir des élections présidentielles. Certains souhaitent leur report. Ce pourcentage reflète peut-être des influences médiatiques. Il n'empêche qu'il est inquiétant, d'autant qu'il s'inscrit dans un contexte de resserrement vertical du pouvoir dans de nombreux pays.

Choc implosif

Je crains que le contexte sociétal américain puisse subir un choc implosif. Des foules exaltées et hystériques qui hurlent contre leurs institutions et leurs médias dans le rappel des blessures de la guerre civile et de la ségrégation, une négation des institutions représentatives au travers d'un plébiscite porté par les réseaux sociaux et un président qui crée, sans nier son charisme – et peut-être à cause de cela –, une frénésie: tout cela pourrait entraîner des violences politiques et contre des journalistes.

En effet, peut-on, aujourd'hui, postu-

La réalité américaine apparaît aussi dans sa crue réalité, comme si on arrachait l'écorce de l'image que ce pays veut donner au travers de la diffusion de son modèle cinématographique.

ler que la liberté d'expression est respectée alors que le Président martèle que les médias sont manipulés et entretiennent des «fake news»? Comment appréhender une administration présidentielle qui hâle sous la recherche du plébiscite digital en conspuant les institutions et leurs re-

présentants, alors même que des enquêtes pour collusion avec l'ennemi de la guerre froide sont lancées? Combien de temps un pays peut-il résister, sans sombrer, à cet univers orwellien? Des sénateurs, des journalistes sont nominativement vilipendés dans l'affirmation que ce ne sont pas de «bons Américains». La presse locale le suppute à mots voilés: leurs vies sont, le cas échéant, menacées. Et aujourd'hui, l'ONU considère que le président Trump incite à attaquer des journalistes. Souvenons-nous, dans un autre contexte, de cette députée anglaise, Jo Cox, assassinée car elle s'opposait au Brexit. C'était un signal faible, mais aussi une clameur, de l'histoire. Que se passerait-il dans un tel cas aux Etats-Unis? Je ne sais pas. Peut-être que les Etats-Unis font germer des ruptures civiles. Et des conflits, sachant que depuis leur indépendance, ce pays a été près de 225 années en guerre.

Le président Trump ne pourra pas entretenir l'imminence du déchaînement de la force sans la faire, à moins – et ce serait un scénario tout autant épouvantable – que cette violence soit intravertie et donc interne au pays?

D'ailleurs, ce renvoi dos à dos des démocrates et extrémistes raciaux porte en lui, au-delà de la négation de l'esprit de la constitution américaine, l'expression d'une opposition civile. C'est d'autant plus vrai que les lignes du respect du droit républicain deviennent floues, notamment à cause de la pleutrerie et de la lâcheté de représentants du peuple qui sont devenus des hommes faibles ou menacés.

Élections dangereuses

J'ai l'étrange intuition, que j'espère démentie du fond du cœur, que les élections de 2020 ne vont pas se passer normalement. Elles seront en tout cas dangereuses pour ceux qui s'opposeront à la ploutocratie qui se met en place car la nature de la représentation publique mute. Elle transforme le consensus en rapport de forces dans un contexte de bouillonnement mondial incontestable.

Je combats mon inquiétude en me rappelant la résilience d'un système institutionnel qui a surmonté tant d'épreuves, dont une guerre civile. Et je garde la confiance que cette terre promise, pour de nombreux Européens, respectera l'esprit des Lumières et de la liberté.

Mais, pour ceux que les précédents inquiètent, il faut rappeler que 1968 a vu Luther King, Prix Nobel de la Paix mais opposant au Vietnam, et Bobby Kennedy, candidat à l'investiture démocrate, être abattus.

En 1970, la garde nationale tira sur un campus contre ceux qui s'opposaient au carnage inutile de l'invasion du Cambodge. Et, plus tard, Nixon, président paranoïaque et proche de la destitution, fut remplacé par son vice-Président, Gerald Ford, qui n'avait lui-même pas été élu, ayant remplacé le vice-Président englué dans une fraude fiscale.

Bien sûr, les élections de 1976 eurent lieu. Mais comme disait le philosophe

A l'étranger

L'Echo

Jankélévitch: il faut penser tout ce qu'il y a de pensable dans l'impensable. Pour regarder l'avenir sans ciller.

* Cet article est rédigé à titre personnel et n'engage, en aucune manière, les institutions publiques, privées et universitaires auxquelles l'auteur collabore.
